

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 21/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE**

ROUTE DE PONTOISE  
BP 70409  
60114 MERU

Références : IC-R/0475/22-SLT/SA  
Code AIOT : 0005101321

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE implanté 11 rue du 12 mai 1967 60110 MERU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE
- 11 rue du 12 mai 1967 60110 MERU
- Code AIOT : 0005101321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société FAURECIA exploite sur le territoire de la commune de Méru une usine de conception et fabrication d'équipements plastiques pour l'industrie automobile.  
Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/01/1996, complété par les arrêtés préfectoraux du 21/06/2018 et du 20/11/2019.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Garanties financières

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1  | Existence des garanties financières           | Code de l'environnement du 03/05/2012, article R. 516-1 | /  | Sans objet        |
| 2  | Etablissement des garanties financières       | Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4 et 5        | /  | Observation       |
| 3  | Actualisation des garanties financières       | Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 6             | /  | Sans objet        |
| 4  | Révision du montant des garanties financières | Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 7             | /  | Sans objet        |
| 5  | Gestion des produits dangereux et des déchets | Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 11            | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les prescriptions contrôlées.

Il est toutefois rappelé à l'exploitant que le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Existence des garanties financières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/05/2012, article R. 516-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :<br>1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;<br>2° Les carrières ;<br>3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ;<br>4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone ;<br>5° Les installations soumises à autorisation au titre au 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7 , susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.<br><br>Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €. |
| <b>Constats :</b> Le site FAURECIA relève de la rubrique 2940 (Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de)) de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'autorisation.<br>Elle est subordonnée à l'existence de garanties financières au titre du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.<br><br>L'arrêté préfectoral complémentaire du 20/11/2019 fixe le montant des garanties financières (montant calculé de 122 363 €).  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 2 : Etablissement des garanties financières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4 et 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 4 :<br><br>L'exploitant adresse au préfet dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement :<br><br>– le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;<br>– la valeur datée du dernier indice public TP 01.<br><br>Article 5 :<br>Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 4 (cf. l'article R. 516-2-V du code de l'environnement).<br><br>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012. |
| <b>Constats :</b> Le montant des garanties financières étant supérieur à 100 000 €, la société FAURECIA a obligation de les constituer.<br><br>Le dernier acte de cautionnement transmis par l'exploitant avait une durée de validité jusqu'au 30/06/2022.<br><br>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un acte en cours de validité serait transmis rapidement. Il est précisé que l'original de ce document doit être transmis au préfet et une copie à l'inspection.<br><br>Par mail du 15/11/2022, l'exploitant a transmis un acte de cautionnement valide jusqu'au 30/06/2024.  |
| <b>Observations :</b> Il est rappelé à l'exploitant que le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Actualisation des garanties financières

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant au montant de référence pour la période considérée la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.                       |
| <b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières est daté du 20/11/2019. La société FAURECIA est donc tenue d'actualiser le montant pour le 20/11/2024 au plus tard.<br><br>L'inspection indique à l'exploitant que cette actualisation est à réaliser uniquement sur la base de l'évolution de l'indice d'actualisation des coûts (indice TP 01).<br>Un nouveau calcul ne devra être réalisé que si des modifications ont été mises en œuvre sur le site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Révision du montant des garanties financières

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, telles que définies à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'aucune évolution n'a eu lieu sur le site depuis le 20/11/2019. Les produits et déchets stockés sur le site sont présents en quantités similaires.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 5 : Gestion des produits dangereux et des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 11  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>           Attendu que le montant des garanties financières est notamment fixé en fonction de la quantité maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site, les dispositions suivantes sont à respecter.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des déchets présents sur son site. À chaque instant, la nature et la quantité des déchets liés aux activités visées à l'article 2 du présent arrêté respectent les exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- diluant de rinçage, 08 01 11* : quantité maximale de 8 t</li> <li>- colle dure et liquide, 08 04 09* : quantité maximale de 11 t</li> <li>- bidons vides souillés, 15 01 06 * : quantité maximale de 2.5 t</li> <li>- boues de peinture et eau de cabine de peinture, 0801 13* : quantité maximale de 25 t</li> </ul> <p>Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. Pour ces produits ou déchets, l'exploitant doit être en mesure de justifier par des éléments probant de la réalité de leur vente potentielle ou enlèvement à coût nul.</p>  |
| <p><b>Constats :</b> Un point a été réalisé sur les quantités de produits et déchets stockés sur le site.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des déchets sur 2022. Les sorties de déchets sont organisées dès que la capacité maximale de stockage est atteinte.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- diluant de rinçage : quantité maximale retirée en 2022 est de 7,12 tonnes. Le dernier enlèvement a été réalisé le 23/07/2022 (traitement final R2 par la Société Picardie régénération).</li> <li>- colle dure et liquide : la colle dure n'est plus utilisée sur le site, l'exploitant n'utilise que de la colle aqueuse. La partie liquide correspond au produit de rinçage des cuves (code déchet 08 04 16). La quantité maximale retirée en 2022 est de 9,32 tonnes.</li> <li>- bidons vides souillés : la quantité maximale correspond à l'équivalent d'un container. La quantité maximale retirée en 2022 est de 1.64 tonnes. Le dernier enlèvement a été réalisé le 07/09/2022 (traitement final R2 par la Société Picardie régénération).</li> <li>- boues de peinture : la quantité maximale correspond à l'équivalent d'un container. La quantité maximale retirée en 2022 est de 6.82 t. Le dernier enlèvement a été réalisé le 09/09/2022 (traitement final D10 par la Société SARP).</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |